

Document

Hariri : un document audio révèle la fabrication des faux témoignages

(<http://www.voltairenet.org/fr> - par Thierry Meyssan)

Le 16 janvier 2011

La chaîne de télévision indépendante libanaise NewTV a diffusé samedi 15 janvier un enregistrement audio d'une réunion secrète, tenue en 2005 à Marbella (Espagne). Y participent : Saad el-Hariri (fils de l'ancien Premier ministre assassiné), Mohamed Zuhair as-Siddik (le principal faux témoin), le commissaire Gerhard Lehman (numéro 2 de la Commission d'enquête onusienne) et Wissam el-Hassan (bras droit de Saad Hariri et directeur des services de renseignement).

Au cours de la réunion, les conjurés décident de faire retomber le meurtre de Rafik el-Hariri sur quatre généraux libanais et neuf personnalités syriennes. Ils discutent aussi du paiement et de la protection du faux témoin.

Rappelons qu'à la suite de cette réunion, quatre généraux libanais furent arbitrairement incarcérés durant quatre ans. Israël profita de la décapitation des services de sécurité libanais pour attaquer le pays. Sur la base du faux témoignage de M. as-Siddik, la Commission mit en cause les présidents en exercice de la Syrie et du Liban, Bachar el-Assad et Emile Lahoud, tandis que les Etats-Unis menacèrent d'intervenir militairement pour les arrêter. Le complot s'effondra lorsque les services secrets syriens démontrèrent l'inanité du faux témoignage.

Le Tribunal spécial pour le Liban a jusqu'à présent refusé d'enquêter sur « l'affaire dans l'affaire » (les faux témoins) et a refusé de remettre aux quatre généraux injustement incarcérés les documents qui leur permettraient de se retourner contre leurs accusateurs.

Le commissaire allemand Lehman a été mis en cause dans son pays comme agent de la CIA impliqué dans le programme d'enlèvement, de séquestration et de torture en Europe. Il a été formellement reconnu par une des victimes.

Après avoir séjourné en France, Mohamed Zuhair as-Siddik a disparu, avant d'être retrouvé aux Emirats arabes unis où il a été brièvement incarcéré pour immigration illégale et usage de faux passeport. Lors d'une conférence de presse donnée au moment de sa libération, il a affirmé avoir reçu un faux passeport tchèque de la main du président français Nicolas Sarkozy.

Depuis plusieurs semaines, de hauts responsables du Tribunal —voyant la chute de celui-ci imminente— se sont mis à vendre au prix fort les documents auxquels ils ont accès.

Egalement en violation du secret de l'instruction, l'acte d'accusation aurait été présenté à New York la semaine dernière par le département d'Etat US au roi Abdallah 1er d'Arabie saoudite, au président français Nicolas Sarkozy et à Saad Hariri (alors Premier ministre libanais), indique la presse libanaise. Il avait été prévu de le rendre public samedi 15, mais cela a été reporté au lundi 17 en raison de la démission du gouvernement libanais. Les ministres états-unien et français des Affaires étrangères, Hillary Clinton et Michèle Alliot-Marie ont publiquement commenté le contenu de l'acte d'accusation confirmant ainsi qu'elles en avaient illégalement eu connaissance.